

AU-DELÀ DES MESURES SYMBOLIQUES

ÉLARGIR LES SANCTIONS DU CANADA CONTRE
LA VIOLENCE DES COLONS ISRAÉLIENS

Independent Jewish Voices
Just Peace Advocates
Miles Howe, Ph.D



Au-delà des mesures symboliques : Élargir les sanctions du Canada contre la violence des colons israéliens

Voix juives indépendantes Canada
Mouvement pour une paix juste
Miles Howe, Ph.D

15 octobre 2024

Contents

Résumé analytique	3
Introduction	4
Les piliers du mouvement des colons	5
Les ministres du cabinet israélien	6
Organismes gouvernementaux et paragouvernementaux	7
Organisations caritatives de colons	8
Conclusion	9

Résumé analytique

La situation en Cisjordanie occupée par Israël s'est considérablement détériorée depuis le 7 octobre 2023. Des bandes de colons armés opèrent en toute impunité, avec le soutien de l'armée et de la police israéliennes. L'armée israélienne elle-même a également intensifié ses attaques, notamment en utilisant des avions bombardiers en Cisjordanie pour la première fois depuis la deuxième Intifada. Cette violence a entraîné des centaines de morts, l'expulsion de nombreuses communautés palestiniennes, une escalade des craintes et une confiscation croissante des terres, ainsi que l'établissement de nouvelles colonies illégales.

En réaction, plusieurs pays occidentaux, dont le Canada, ont imposé des sanctions ciblées à certains colons et groupes extrémistes. Toutefois, ces mesures ont été critiquées comme étant inadéquates, se concentrant principalement sur des acteurs de bas niveau plutôt que de s'attaquer au soutien systémique du gouvernement et de l'armée israéliens, ainsi que d'autres acteurs, pour ces actions violentes. Voix Juives Indépendantes (VJI) et Just Peace Advocates (JPA) soutiennent que le Canada doit étendre ses sanctions aux hauts fonctionnaires israéliens et aux organisations qui favorisent la violence des colons et soutiennent l'expansion des colonies.

Les personnalités et les organisations recommandées pour des sanctions canadiennes immédiates concernant la violence des colons sont les suivantes :

- **Betzalel Smotrich** (ministre des finances) : Leader extrémiste prônant l'annexion des territoires palestiniens.
- **Itamar Ben Gvir** (ministre de la sécurité nationale) : Responsable des actions de la police contre les colons et de la facilitation de leur accès à des armes de qualité militaire.
- **Orit Stroom** (ministre des colonies) : Supervise le développement des colonies et des avant-postes dans les zones palestiniennes.
- **Division des colonies de l'Organisation sioniste mondiale** : Organisme clé pour la promotion des activités d'implantation et de planification dans les territoires palestiniens occupés.
- **Keren Kayemet L'Yisrael (Fonds national juif)** : Acteur crucial du mouvement de colonisation, impliqué dans l'acquisition de terres et le financement de projets qui soutiennent les colonies.
- **Conseils régionaux et locaux** : Organismes gouvernementaux, tels que Mateh Binyamin, Shomron et Gush Etzion, qui encouragent et facilitent les activités de colonisation et le soutien aux colons violents.
- **Regavim** : Cofondée par Smotrich, cette organisation mène des campagnes juridiques et de relations publiques pour soutenir les démolitions de maisons et les confiscations de terres aux Palestiniens.
- **Hashomer Judea and Samaria (Hashomer Yosh)** : Cette organisation gère des milices à l'intérieur et autour des colonies et a déjà été sanctionnée par les États-Unis pour ses activités.

AU-DELÀ DES MESURES SYMBOLIQUES

Les sanctions récentes du Canada ont ciblé 15 personnes et 7 entités impliquées dans la violence des colons, marquant ainsi un progrès mais ne s'attaquant pas aux problèmes systémiques plus profonds qui alimentent cette violence. VJI et JPA soulignent la nécessité d'une approche globale des sanctions qui s'attaque aux causes profondes des violations des droits de l'homme et demandent que les plus hauts responsables du gouvernement israélien rendent des comptes.

Introduction

Des bandes armées de colons s'autoproclament justiciers opérant sous les auspices de l'armée et de la police se promènent librement en plein jour, envahissent, pillent et brûlent des communautés résidentielles. Des dizaines de communautés de bergers ont été expulsées de leurs maisons. De grandes parties du territoire deviennent de facto des zones interdites. Les routes sont vidées de leurs véhicules.

Tel est l'horrible état de la Cisjordanie occupée par Israël pour la population palestinienne après le 7 octobre 2023.

Des centaines de Palestiniens ont été assassinés au cours de cette période, la plupart par l'armée israélienne et par des colons armés d'armes militaires qui leur ont été fournies en abondance. Dans le brouillard du génocide et du conflit régional, l'armée israélienne a intensifié ses attaques, notamment en utilisant récemment des avions bombardiers en Cisjordanie pour la première fois depuis la seconde Intifada. Des milliers de personnes ont été blessées. Des millions de personnes vivent dans la crainte de la violence des colons et de l'armée, sans qu'il soit possible de prévoir où, quand et dans quelles circonstances elle éclatera. Entre-temps, des dizaines de nouveaux avant-postes et de colonies illégales ont été établis sur des terres palestiniennes, atteignant une ampleur inégalée depuis des décennies.

En réponse à cette recrudescence de la violence et du vol de terres, plusieurs pays, principalement occidentaux, dont le Canada, ont imposé des sanctions à une poignée de colons extrémistes et de groupes de colons. Jusqu'à présent, ces sanctions ont visé des acteurs relativement modestes impliqués dans des actes de violence commis par des colons israéliens à l'encontre de Palestiniens en Cisjordanie. Il s'agit vraisemblablement d'un moyen pour le Canada et d'autres pays occidentaux d'exercer un minimum de pression sur Israël tout en évitant de s'en prendre directement au gouvernement israélien et à l'armée israélienne, notamment dans le cadre de sa campagne génocidaire dans la bande de Gaza.

La position des organisations co-auteurs de ce document, Voix Juives Indépendantes (VJI) et Just Peace Advocates (JPA), est que le Canada doit immédiatement imposer des sanctions contre le gouvernement et l'armée israélienne au plus haut niveau pour crimes contre l'humanité, y compris le génocide, l'apartheid et la persécution, ainsi que les crimes de guerre associés à l'occupation et à l'entreprise de colonisation. Les deux organisations sont également activement impliquées dans la demande d'un embargo sur les armes à double sens immédiatement imposé par le Canada envers Israël.

AU-DELÀ DES MESURES SYMBOLIQUES

VJI et la JPA saluent néanmoins les récentes sanctions du Canada concernant la violence des colons comme un petit pas dans la bonne direction, même s'il est largement insuffisant. Cependant, pour avoir un véritable impact, **les sanctions canadiennes doivent être étendues pour cibler non seulement une poignée de colons extrémistes individuels et de groupes de colons, mais aussi et surtout, les entités qui leur permettent et leur fournissent leur base financière et opérationnelle**. Il s'agit notamment d'organisations gouvernementales ou para-gouvernementales, d'organisations caritatives et de ministres israéliens clés, à savoir :

1. **Betzalel Smotrich**, ministre des finances et ministre de la défense
2. **Itamar Ben Gvir**, ministre de la sécurité nationale
3. **Orit Strook**, ministre des colonies et des missions nationales
4. **La Division des colonies de l'Organisation sioniste mondiale**
5. **Conseils régionaux dans le TPO**
6. **Le Fonds national juif/Keren Kayemet L'Yisrael**
7. **Regavim**
8. **Hashomer Yosh**

Les piliers du mouvement des colons

Le 18 septembre 2024, le Canada a imposé sa troisième série de sanctions à l'encontre de personnes et d'organisations impliquées dans la violence extrémiste des colons israéliens. Les raisons invoquées pour justifier ces sanctions sont les suivantes « la participation à des actes de harcèlement et de violence ou la facilitation de tels actes, y compris des attaques contre des convois humanitaires, la dépossSESSION de biens et le déplacement de communautés palestiniennes ».

Au total, le gouvernement canadien a imposé des sanctions à 15 personnes et 7 entités israéliennes en vertu de la loi sur les mesures économiques spéciales pour leur rôle dans les violences commises par les colons. Pour une ventilation de ces sanctions, y compris de brèves descriptions, voir l'annexe 1 ci-dessous.

Comme indiqué ci-dessus, les sanctions imposées par le Canada et d'autres pays se sont jusqu'à présent concentrées sur des acteurs de faible envergure, à l'exception notable d'Amana, que seul le Canada a sanctionné jusqu'à présent. Cette approche ne tient pas compte du fait que la violence extrémiste des colons, telle qu'elle est perpétrée par les individus et les groupes énumérés ci-dessus, est soutenue, facilitée et encouragée par le gouvernement israélien, notamment par les tristement célèbres membres du cabinet Bezelel Smotrich et Itamar Ben-Gvir. Il est également financé par un réseau d'entités qui reçoivent des millions de dollars

AU-DELÀ DES MESURES SYMBOLIQUES

de financement par le gouvernement Israélien¹ et du monde entier, y compris du Canada par le biais d'organisations telles que Mizrahi Canada.

Il est donc essentiel que de nouvelles sanctions ciblent les instigateurs de la prise de contrôle des terres et du recours à la violence des colons à cette fin. Au Canada et dans le monde entier, des sanctions doivent être prises à l'encontre des organisations et des représentants gouvernementaux suivants, qui constituent l'ossature financière et opérationnelle du mouvement de colonisation au sens large :

Ministres du Cabinet israélien

1. **Betzalel Smotrich, ministre israélien des finances**

Smotrich est un dirigeant du mouvement des colons extrémistes depuis longtemps, qui occupe aujourd'hui l'un des postes les plus élevés du cabinet israélien au nom de son parti, le Religious Zionism Party (le parti du sionisme religieux). Au sein du gouvernement actuel son action la plus significative est la poursuite du programme d'annexion de la totalité du TPO à l'État israélien. En ce qui concerne ce qu'il appelle « les Arabes de la Terre d'Israël », Smotrich propose trois options : ceux qui acceptent qu'il n'y ait pas d'État palestinien et qui jurent fidélité à l'État juif sur l'ensemble de la " Terre d'Israël " seront autorisés à rester (ceux qui se trouvent dans le territoire palestinien occupé sans citoyenneté) ; ceux qui n'acceptent pas l'ultimatum illicite de Smotrich sur le plan du droit international seront " encouragés à émigrer » ; et celles et ceux qui résistent seront tués.e.s.

Smotrich a réalisé une partie de son programme à la fin du mois de mai 2024, lorsque la plupart des pouvoirs civils de l'administration civile ont été transférés de l'armée à Smotrich en tant que ministre adjoint au ministère de la défense. Cet acte entraîne une annexion *de jure* de la zone C et viole la quatrième convention de Genève, dont le Canada a convenu qu'elle s'appliquait au territoire palestinien occupé.

2. **Itamar Ben Gvir, ministre israélien de la sécurité nationale**

Itamar Ben Gvir est un autre colon extrémiste qui se retrouve à l'un des postes les plus puissants d'Israël. Leader du parti d'extrême droite Jewish Power, il a été condamné au moins huit fois pour des délits tels que l'incitation au racisme et a même été exempté de service militaire à l'âge de 18 ans en raison de ses opinions politiques extrémistes. Trois décennies plus tard, Ben Gvir est aujourd'hui ministre responsable de la police israélienne et a notamment distribué des armes d'assaut sans aucun critère à des colons violents. Il a également poursuivi et approfondi l'inaction de la police israélienne face à la violence des colons, y compris à l'encontre d'individus ayant fait l'objet de

¹ Hagar Shezaf and Hilo Glazer (October 11, 2024), "Investigation: Netanyahu's Government Not Only Permits Jewish Terror in the West Bank, but Also Finances It", Haaretz <https://www.haaretz.com/israel-news/2024-10-11/ty-article-magazine/.highlight/israel-not-only-permits-jewish-terror-in-the-west-bank-but-also-finances-it/00000192-7780-d2b4-afbe-ff99a3220000>

sanctions.

3. **Orit Strook, ministre israélienne des colonies et des missions nationales**
Membre représentant le parti Religious Zionism (parti du sionisme religieux) de Smotrich, Orit Strook est responsable du soutien et du développement des avant-postes, à la fois directement et par l'intermédiaire de la Division des colonies de la WZO, qui relève de sa direction et de sa politique. Elle réside dans la colonie extrémiste d'Avraham Avinu, située au cœur d'Hébron, la ville palestinienne la plus peuplée de Cisjordanie après Jérusalem.

Organismes gouvernementaux et paragouvernementaux

1. **La Division des colonies de l'Organisation sioniste mondiale (WZO)**
La Division des colonies (SD) pourrait bien être l'organe le plus important du mouvement des colons israéliens. La SD fait nominalement partie de la WZO et, en tant que telle, ne fait pas légalement partie du gouvernement d'Israël. Son statut a été légalement défini par une loi israélienne de 2015, initiée par Bezalel Smotrich.

L'objectif de cette loi était de créer une boîte noire juridique qui permettait au gouvernement israélien de mener des opérations de colonisation sans être lié par le droit international ou israélien ou la surveillance publique.

Les opérations du SD pour les colonies comprennent : la planification régionale et la planification des colonies ; la planification et le développement des infrastructures, y compris l'eau et l'électricité ; la construction de structures publiques ; l'infrastructure de protection des colonies ; l'achat d'équipement ; la planification et l'assistance économiques ; le soutien aux entreprises et aux activités communautaires.

Plus important encore, le SD se voit octroyer des terres par l'administration civile, qu'il exploite et attribue aux colonies, par exemple aux avant-postes et aux fermes d'élevage qui sont le fer de lance de la violence des colons.

2. **Les conseils régionaux et les conseils locaux israéliens dans le TPO**
 - a. Conseils régionaux : Mateh Binyamin, Shomron (Samarie), Vallée du Jourdain, Gush Etzion et Har Hebron
 - b. Conseils locaux tels que Kedumim, Efrat et Kiryat Arba

Il s'agit des municipalités israéliennes de Cisjordanie. En tant que telles, elles entretiennent et promeuvent les colonies, et servent également de base de soutien et de guide pour les activités violentes des colons, notamment en achetant et en distribuant des fusils d'assaut aux résidents. Bien qu'il s'agisse d'entités gouvernementales, ces conseils sont souvent les bénéficiaires d'importantes sommes de financement étranger provenant du monde entier. Par exemple, le conseil régional de Shomron (Samarie) affirme avoir collecté des millions de shekels « de New York, Miami, du Canada et de

Paris » pour l'achat d'armes et de munitions.²

3. **Keren Kayemet L'Yisrael - Le Fonds national juif**

Le 10 août 2024, l'ARC a révoqué le statut d'organisme de bienfaisance du Fonds national juif du Canada. Il s'agit d'une mesure importante qui permettra de limiter le flux de fonds canadiens déductibles d'impôt vers l'organisation mère du FNJ Canada, Keren Kayemet L'Yisrael (KKL), un acteur clé du mouvement de colonisation et un financier des groupes de colons violents.

Le KKL se définit comme le bras opérationnel du sionisme, voué à la « rédemption » de la terre pour le « peuple juif », sans distinction entre Israël et le TPO. Le KKL s'efforce d'atteindre cet objectif par les moyens suivants :

a. **Achat de biens immobiliers** : Par l'intermédiaire de filiales à part entière, Himanuta (Israël et Jérusalem-Est) et Himanuta Jerusalem (Cisjordanie), le KKL s'efforce d'expulser les Palestiniens de leurs maisons et d'acquérir des terres palestiniennes en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, en vue d'y installer des colonies juives.

b. **Projets dans et autour des colonies** : Le KKL a investi des centaines de millions de shekels dans des projets à l'intérieur et autour des colonies, tels que des promenades entre les colonies, des infrastructures de collecte d'eau pour l'irrigation agricole, le défrichage de terres pour l'agriculture des colons, des aires de jeux et des parcs, des musées, des points de vue, des routes de sécurité (pour les colons) et d'autres infrastructures.

c. **Partenariats** : Sous couvert de partenariats avec des organisations dites sociales, environnementales ou éducatives, le KKL finance les activités de colons violents, dont certains ont fait l'objet de sanctions au Canada, au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans l'Union européenne, notamment la Moshe's Farm.

d. **La sylviculture** : Outre Canada Park, pour lequel il consacre régulièrement des sommes importantes à des projets d'entretien et de reconstruction, le KKL entretient plusieurs autres forêts dans le territoire palestinien occupé. Les forêts du KKL ont longtemps été utilisées pour dissimuler des villages détruits et dépeuplés, pour chasser les bergers bédouins de leurs terres et pour s'approprier des terres à des fins israéliennes.

Organisations de bienfaisance fondés par des colons

1. **Regavim**, cofondée par Betzelel Smotrich, mène des campagnes juridiques, réglementaires et de relations publiques pour soutenir le gouvernement israélien en ordonnant et en procédant à des démolitions de maisons, de routes et même de villages

² Arutz Sheva (October 12, 2023), "Samaria purchases hundreds of rifles for civilians", <https://web.archive.org/web/20240628163746/https://www.israelnationalnews.com/news/378368>

palestiniens et bédouins en Israël et dans les TPO, et le déclare sur son site web et dans ses rapports annuels. Ces actions ont été déclarées illégales en vertu du Statut de Rome.

2. **Hashomer Judea and Samaria (Hashomer YOSH)** opère des milices dans et autour des fermes des colonies juives du territoire palestinien occupé. Hashomer YOSH a déjà été sanctionné par les États-Unis.

Conclusion

La violence et la dépossession infligées aux Palestiniens par les colons israéliens, avec le soutien du gouvernement et de l'armée israéliens, constituent des violations manifestes du droit international. Si les récentes sanctions prises par le Canada à l'encontre de quelques colons extrémistes constituent un pas en avant, elles sont loin de s'attaquer aux causes profondes de cette oppression systémique. Pour parvenir à un véritable changement, le Canada doit étendre ses sanctions aux structures financières, gouvernementales et opérationnelles qui soutiennent le mouvement des colons. Ce n'est qu'en demandant des comptes à ces acteurs clés que le Canada pourra contribuer à mettre fin à la violence des colons et à rendre justice aux Palestiniens.